



**Syndicat National Force Ouvrière
des Finances Publiques
Section du Finistère**

4, Square Marc Sangnier CS92839
29228 BREST CEDEX 2
Téléphone : 02.98.80.59.12 - 06.78.56.61.04

fo.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr
Site Web : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/029/>

**FACE AU DÉMANTÈLEMENT DE LA DGFIP
RETROUVONS LA FORCE DU COLLECTIF !**

La première vague du NRP amorcée en novembre 2020 lors du second confinement a engendré en 2021 d'importants transferts d'emplois des services fiscaux de Brest vers ceux de Morlaix ainsi que la fermeture de plusieurs trésoreries.

Un an plus tard, le même scénario est en cours pour 2022 dans le sud du département alors qu'une troisième vague dévastatrice est également au programme de la Direction et devrait toucher le centre du département en 2023.

Ce grand chamboule-tout consistant à jouer au mécano avec les services et à prendre les agents pour des pions, intervient, rappelons-le, dans un contexte où les services ont été depuis trop longtemps affaiblis par des années de coupes franches dans leurs effectifs ; cet effet conjugué produit aujourd'hui des conséquences délétères sur l'organisation des services et les conditions de travail des agents.

Dans le même temps, la réduction de l'offre d'accueil s'est accélérée à l'aulne du NRP et de la crise sanitaire, la technostructure considérant que les services en ligne sont de nature à répondre aux besoins des usagers, alors qu'en réalité les files d'attentes s'accumulent auprès des guichets physiques encore ouverts et que les quelques collègues des équipes mobiles s'affairent comme jamais pour répondre à la demande croissante en matière d'accueil au détriment de leurs conditions de travail et de leur santé.

Tous les services départementaux sont à la peine, les SGC nouvellement créés doivent s'adapter à des regroupements menés à la hussarde bouleversant les organisations existantes avec des effectifs sous calibrés au regard des charges de travail. Les SIP exsangues ont vécu une campagne déclarative 2021 très difficile et interminable où les agents ont dû soutenir des services censés les renforcer, eux-mêmes à la peine par manque d'effectifs et de formation. Quant aux services du contrôle fiscal et les SIE en pointe notamment sur les fonds de solidarité pendant la crise sanitaire, les « relocalisations » vont servir à les vider de leurs missions, en industrialisant les tâches pour accélérer les suppressions d'emplois...

Concernant la sphère foncière, nous alertons depuis des mois sur les conséquences des restructurations /fusions ayant impacté les SPF et les services du SDIF dont les anciennes équipes des CDIF ont été ventilées façon puzzle en même temps qu'elles récupéraient les missions des SIP de proximité.

Le retard accumulé sur ces services est aujourd'hui considérable et détériore gravement la qualité de service public proposé aux usagers et quant aux agents, même les plus expérimentés se retrouvent complètement désemparés et abandonnés ne sachant plus comment ils vont pouvoir sortir d'une telle impasse !!

Pour **F.O.-DGFIP**, il est inadmissible d'en arriver à une telle souffrance au travail ! Quant aux pseudos plans d'actions censés améliorer les conditions de travail, ils ne sont finalement que des pis aller pour dédouaner l'administration de ses responsabilités. !

Pour **F.O.-DGFIP**, les explications de la Direction consistant à imputer les difficultés actuelles sur le contexte conjoncturel de la crise sanitaire et le déficit de formation occultent l'impact lié aux restructurations causant aujourd'hui tant de problèmes à nos collègues de la sphère foncière.

Concernant le SDIF (PELH, PELP, PTGC), force est de constater que ce service est actuellement ingérable et l'on peut même dire que désormais il est complètement coulé...Quant à la solution de la Direction consistant à proposer aux usagers d'utiliser les canaux de contact dématérialisés, elle paraît en total décalage avec l'engorgement actuel de plus de 5000 e-contact en attente sur le seul PELH.. !

F.O.- DGFIP dénonce les effets délétères des restructurations et des suppressions d'emplois qui mènent notre administration à sa perte pour conduire in fine à l'externalisation de ses missions...

F.O.-DGFIP exige l'arrêt du NRP, des restructurations et des suppressions d'emplois et la création des postes statutaires nécessaires à l'exercice des missions !

Pour F.O.-DGFIP cela passe par la force du collectif et la mobilisation de tous les personnels, et ce, dans l'unité d'action syndicale.. !

